



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE N° 2006/DDASS/SE/018

en date du **18 SEP. 2006**

Autorisant le prélèvement des eaux du champ captant de "**Moussais (forages F1-F4)**" situé sur le territoire de la commune de Vouneuil sur Vienne, par le syndicat intercommunal de production d'eau de Moussais (S.I.P.E.M.),

et portant **déclaration d'utilité publique** des opérations et travaux relatifs :

- à la dérivation de ces eaux souterraines;
- à l'exploitation et à la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- à la mise en place des périmètres de protection

Le préfet de la région "Poitou-Charentes", préfet de la Vienne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU le code rural ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret du 1er août 1905 portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 12 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5,10,28 et 44 du décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85-D2/B3-168 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date de février 2000 ;

VU l'étude d'incidences du champ captant de Moussais (forages F1-F4) ;

VU l'avis de la commission des captages du 26 octobre 2000 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU la délibération du comité du S.I.P.E.M. en date du 1^{er} février 1999, demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines du champ captant de Moussais (forages F1 et F4) situé sur la commune de Vouneuil sur Vienne) avec l'engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ces forages ;

VU l'avis de réception du dossier délivré le 22 février 2006 par la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-D2/B3-074 du 8 mars 2006 prescrivant l'ouverture du 24 avril 2006 au 12 mai 2006, sur les communes de Beaumont, Naintré, Saint Cyr et Vouneuil sur Vienne des enquêtes conjointes :

- préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines,

- préalables à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ainsi que la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection des forages,
- parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 7 septembre 2006 ;

SUR proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

- ✓ Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du champ captant de "*Moussais*" : forages **F1** et **F4** situés sur la commune de Vouneuil sur Vienne ;
- ✓ Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par le S.I.P.E.M. relatifs :
 - au champ captant de "*Moussais (F1-F4)*" ;
 - à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine ;
 - à la création de périmètres de protection de ce champ captant et l'institution des servitudes afférentes

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

Article 2 :

Le S.I.P.E.M. est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le champ captant de "*Moussais*" (forages *F1* et *F4*) sur le territoire de la commune de Vouneuil sur Vienne.

Article 3 :

Le volume à prélever par pompage par le syndicat de production d'eau ne pourra pas excéder **200 m³/h** et **4000 m³/j** pour l'ensemble du champ captant (forages F1-F4).

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

Article 4 :

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

Article 5 :

Il est établi des périmètres de protection (immédiate et rapprochée) dans les limites indiquées et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

La délimitation d'ensemble de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte annexée au présent arrêté.

Le plan parcellaire relatif au périmètre de protection rapprochée peut être consulté au siège du pétitionnaire et dans les mairies concernées.

Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

5.1 – Périmètre de protection immédiate

Il concerne la parcelle n° 86 de la section BH au lieu-dit "*La Prairie de Moussais*" sur la commune de Vouneuil sur Vienne (forage F1) et les parcelles 87 et 89 de la section BH au lieu-dit "*La Prairie de Moussais*" (forage F4) sur la commune de Vouneuil sur Vienne ainsi que les parcelles n° 612 et 615 de la section B au lieu-dit "*La Castouarde*" sur la commune de St Cyr.

Le terrain est acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos et protégé contre les eaux extérieures.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement entretenu..

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion des points d'eau y sont interdits.

Les têtes de forages seront maintenues verrouillées en dehors des opérations de maintenance des ouvrages et de leurs équipements.

5.2 – Périmètre de protection rapprochée

Situé sur les communes de Beaumont, Naintré, Saint Cyr et Vouneuil sur Vienne, il couvre une superficie de **420 hectares** environ.

Conformément à la réglementation, toutes les opérations normalement soumises à déclaration au titre de la loi sur l'eau seront soumises à autorisation dans le périmètre de protection rapprochée.

Un tableau des prescriptions (TP) en annexes résume les activités interdites et celles faisant l'objet d'une réglementation spécifique à respecter à l'intérieur des périmètres de protection.

5.2.1- Activités interdites :

- La création de forage ou de puits autres que pour l'alimentation en eau potable (TP¹) ;
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritux, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (TP⁵) ;

5.2.2- Sont soumis à une réglementation spécifique :

N°	Activités	Réglementation spécifique
2	<i>L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravière.</i>	<i>Elles ne devront pas atteindre la formation cénomaniennne qui devra donc conserver</i>

3	<i>L'ouverture d'excavations autres que carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisations..</i>	cénomaniennes qui devra donc conserver son intégrité sauf démonstration d'une épaisseur suffisante de matériaux de nature argileuse propre à garantir la protection de l'aquifère jurassique.
4	<i>Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.</i>	Tout remblaiement d'excavations existantes devra être réalisé avec des matériaux inertes, non susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines.
6	<i>L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.</i> <i>La réhabilitation ou le changement de destination des bâtiments existants lorsqu'ils sont destinés à un usage d'habitation.</i>	Ces constructions ne devront pas porter atteinte à la protection assurée par la protection cénomaniennes, sauf démonstration d'une épaisseur suffisante de matériaux de nature argileuse propre à garantir la protection de l'aquifère jurassique.
13	<i>L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique.</i>	Préalablement à tout projet comportant ce type d'activités, une étude spécifique devra être menée, visant à garantir la protection des eaux contenues dans l'aquifère jurassique.

5.2.3 Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel et pour des travaux d'intérêt général, des dérogations aux interdictions prévues à l'article 5.2.1 pourront être accordées par arrêté préfectoral pris après avis d'un hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

Article 6 : Mise en œuvre des prescriptions concernant les activités, installations et dépôts dans le périmètre de protection rapprochée.

6.1- Installations existantes à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 5.2 dans un délai de **3 ans** à compter de la date de publication du présent arrêté.

6.2- Créations postérieures à la date du présent arrêté

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 5.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné, en précisant :

- la localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités ;

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. Les frais relatifs à la réalisation des différentes études complémentaires (environnementale, hydrogéologique, etc ...) ainsi que l'avis spécifique émis par un hydrogéologue agréé, éventuellement prescrits par l'administration, sont à la charge du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées, visées à l'article 5.2 du présent arrêté, pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes les garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

Article 7 :

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

Article 8 : sanctions

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le code de l'environnement, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

Article 9 :

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le président du syndicat d'eau est chargé d'effectuer ces formalités.

Article 10 :

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal 1 an).

Article 11 :

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires applicables avant l'intervention de cet acte et relevant notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et le code de l'environnement.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

Article 12 :

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'un traitement de déferrisation ainsi que d'une désinfection finale avant distribution sur réseau.

Toute modification notable de la filière de traitement devra faire l'objet d'une autorisation auprès de cette direction ou d'une simple déclaration dans les autres cas.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13 : information des tiers

Le présent arrêté sera déposé dans les mairies de **Beaumont, Naintré, Saint-Cyr et Vouneuil sur Vienne**. un extrait sera affiché en mairie pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires et retourné à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (service santé-environnement) – avenue de Northampton BP 562 – 86021 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Article 14 : recours

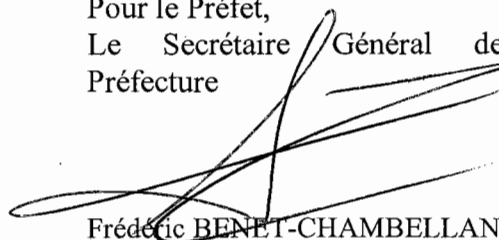
Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification pour le pétitionnaire, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

Article 15 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du syndicat intercommunal de production d'eau de Moussais, les maires des communes de Beaumont, Naintré, Saint-Cyr et Vouneuil sur Vienne, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le **18 SEP. 2006**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture



Frédéric BENET-CHAMBELLAN

ANNEXES

Champ captant de "Moussais (F1-F4)"

Situé sur la commune de Vouneuil-sur-Vienne

- ◆ Tableau des prescriptions
- ◆ Cartographie des périmètres de protection au 1/25 000^{ème}

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
POITIERS, le **18 SEP. 2006**

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Fredéric BENET-CHAMBELLAN

Avis hydrogéologique/V.L./Mars 2000

COMMUNE : Vouneuil et St Cyr (86)
SYNDICAT : S.Intercommunal de Production d'Eau
de Moussais

PONT D'EAU: Forages F1 et F4 de Moussais
DATE: Mars 2000

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché				
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)		
1	La création de forage ou de puits					
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières					
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisations					
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières sables					
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de déchets, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux					
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau					
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées					
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux					
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux					
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux de la rubrique 11					
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures					
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail					
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique					
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15					
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire					
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)					
17	L'établissement d'étables ou de étables libres					
18	Le peage des animaux					
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail					
20	Le déboulement					
21	La création d'écluse					
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes					
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation					
24						

(1) Réglementation spécifique à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale relative au bétail (PDS, RSD, ...)

Tableau 3 - Etat récapitulatif des prescriptions

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
POITIERS, le 18 SEP. 2006

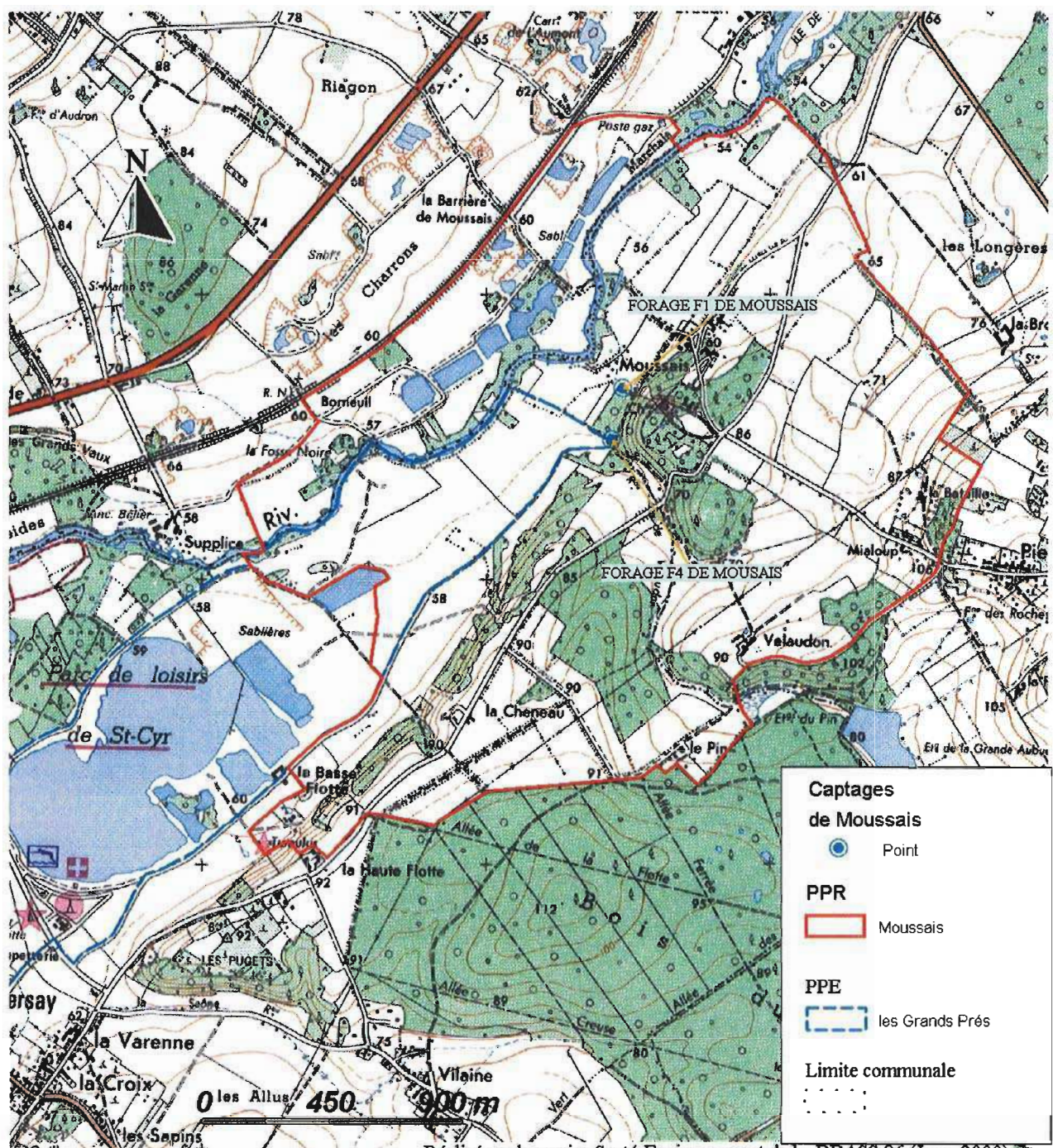
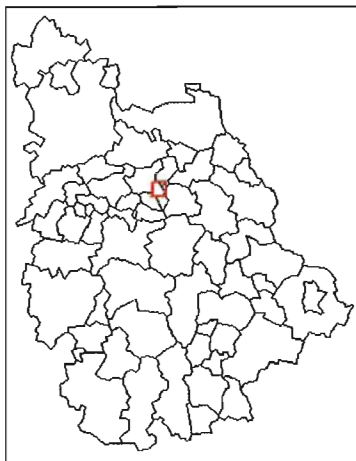
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Frédéric BENET-CHAMBELLAN

Communes de Saint-Cyr et Vouneuil-sur-Vienne Captages de Moussais

Maître d'ouvrage : SEM DE MOUSSAIS

Gestionnaire : SIVEER



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (Janv. 2000)